

Passerelles Synthèse

Bimensuelle africain pour une nouvelle perspective du développement durable

Volume 12• Numéro 2, 9 Février 2011

LIGNE DE FOND.....	1
OMC : Un timide démarrage qu'il faut vite corriger pour espérer disposer de textes solides afin de conclure en 2011.....	1
NOUVELLES DE L'OMC.....	2
Les négociations sur l'environnement pourraient connaître une avancée significative en 2011.....	2
La fin de la guerre de la banane et ses dommages collatéraux.....	4
SUR LE FIL.....	5
APE dans le Pacifique : Le parlement européen dans le même tempo que la commission	5
Le commerce peut – il permettre au monde de mieux s'alimenter.....	6
NOUVELLES REGIONALES	6
APE/ CEDEAO : Le Ghana annonce son intention de signer un APE en 2011	6
Les hauts et les bas de la reprise de l'économie africaine.....	7
EVÉNEMENTS ET PUBLICATIONS.....	8
Événements.....	8
Publications	8

PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde. Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD)

Rédaction : Bathie CISS, Cheikh Tidiane DIEYE et Aissatou DIALLO avec la participation de Silker Trommer

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux.

LIGNE DE FOND

OMC : Un timide démarrage qu'il faut vite corriger pour espérer disposer de textes solides afin de conclure en 2011

Le groupe de négociation sur l'agriculture entamé une série de négociations pour arriver d'ici la fin du premier semestre de 2011 à un projet de modalité accepté par tous.

Les discussions ont timidement démarré, mais elles s'intensifieront certainement dans les semaines à venir. C'est ce que souhaite le président des négociations M. David Walker qui a annoncé qu'il mènerait des négociations plus intensives pendant deux semaines en février. Il souhaite à cet effet que les négociateurs puissent "tirer parti de chaque journée disponible" pour s'efforcer de résoudre les problèmes restants.

Mais, les dernières discussions ont plus porté sur les questions techniques que sur les questions de fond. L'objectif étant d'arriver à un projet de modalités plus élaboré c'est-à-dire quasi définitif, il faudrait par conséquent que les véritables questions soient au cœur des discussions. C'est à se demander aujourd'hui si l'ambition colle avec la démarche. En effet, l'accent semble être mis sur des consultations du président. On a noté que récemment, précisément le 20 janvier 2011, le président David Walker a procédé à des consultations dans la "salle E", au siège de l'OMC. Ce type de rencontre qui souvent regroupe des délégations de l'ensemble des coalitions fait partie de la stratégie utilisée pour arrondir les angles avant de se retrouver en réunion plénière. Mais cette démarche que certains avaient dénoncé a jusqu'ici donné des résultats mitigés puisque les positions tardent à évoluer.

Si le cycle de Doha est aujourd'hui dans l'impasse c'est parce que les uns et les autres restent sur des positions construites depuis bien longtemps.

Même si on note une grande volonté de la part des négociateurs, il est clair que certains membres qui annoncent leur ferme volonté de conclure le cycle de négociations dans sa globalité agissent dans un autre sens en accordant plus de priorité à des arrangements commerciaux bilatéraux ou multilatéraux tout en tenant compte de leurs propres intérêts et de leurs besoins domestiques, ou encore mettent en place des mesures protectionnistes. L'administration américaine du président Barack Obama a par exemple opté pour une politique commerciale visant à augmenter les exportations, protéger les marchés et les industries domestiques. Tout en prenant des mesures internes relatives aux subventions pourtant interdites par le système multilatéral. Elle est aujourd'hui beaucoup plus intéressée par l'établissement d'un Partenariat commercial Transpacifique (TPP). L'UE s'est inscrite aussi dans cette logique en déployant de gros efforts pour la conclusion d'APE (accord de partenariat économique) qu'elle négocie avec les pays ACP (Afrique Caraïbes Pacifique) depuis plusieurs années. Par ailleurs, elle défend strictement son agriculture à travers la PAC en recourant à des systèmes tels que des droits de douanes très élevés, des quotas et des licences accordés aux produits agricoles importés. Elle aussi s'adonne à ses subventions qui sont interdites.

Mais tout cela ne remet pas en cause l'optimisme du DG de L'OMC, Pascal Lamy, lui qui déclaré en fin d'année 2010 que «nous avons reçu le feu vert politique, nous disposons de la compétence technique et nous disposons du programme de travail».

Pour revenir à l'agriculture, il faut souligner, une avancée au niveau des négociations relatives aux subventions à l'exportation, qui devront être complètement éliminées en 2013. Cette date pourrait changer vu les agitations de certains pays pour la revoir.

En dehors de cette question des subventions, il y a celle relative à l'abaissement des droits de douane, et les mécanismes de sauvegarde spéciale.

Différentes propositions ont été faites par certains membres:

Le Canada a proposé une approche pour l'établissement de modèles pour les engagements en matière de soutien interne de la catégorie bleue (soutien des prix ou des revenus dans les cas où les effets de distorsion du marché sont limités par des conditions additionnelles). Suivant cette approche, les Membres utiliseraient pour inscrire leurs engagements différents formulaires suivant qu'ils recourent largement à la catégorie bleue, qu'il s'agit de pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, d'autres pays en développement, de membres récents ou de membres développés en général.

Le Brésil a dit que le G-20 était en train d'examiner le soutien interne global ayant des effets de distorsion des échanges (catégorie orange + de minimis + catégorie bleue) pour clarifier les dispositions dans le projet de "modalités" de 2008 et qu'il en discuterait avec certains autres Membres.

L'Inde a dit qu'elle travaillait avec l'Argentine et la Chine sur la liste qu'elles avaient distribuée des questions qui dans le projet de 2008 appelaient des éclaircissements. Les trois pays tiendraient aussi des consultations avec d'autres Membres.

Sources : OMC, synthèse ENDA.

NOUVELLES DE L'OMC

Les négociations sur l'environnement pourraient connaître une avancée significative en 2011

L'environnement fait partie des questions soulevées par le cycle de Doha. Elle n'a pas connu le même niveau d'intérêt que celles relatives à l'agriculture ou aux produits non agricoles. Les négociateurs de cette question, à l'instar de leurs collègues des autres groupes de discussion, se sont engagés pour faire avancer les négociations.

La dernière rencontre du groupe de négociation qui s'est réuni du 10 au 14 janvier 2011, a enregistré des échanges sur 3 principaux points :

- La relation entre les règles de l'OMC et les AEM (accords environnementaux multilatéraux)
- La collaboration entre l'OMC et les secrétariats des AEM
- la réduction tarifaire visant les biens et services environnementaux.

Ces trois questions ont été posées par la Déclaration de Doha au paragraphe 31 dans ses parties 1, 2, et 3. Depuis 2008, il a été identifié les domaines qui exigeront un examen plus poussé de la part des Membres en vue de l'aboutissement des négociations sur les trois parties de ce paragraphe 31 de la Déclaration de Doha

Les relations entre les règles de l'OMC et les AEM

Il faut rappeler que sur les 200 AEM, une vingtaine prévoit des mesures commerciales. C'est le cas de la convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontaliers des déchets dangereux et de leur élimination, de la convention sur la biodiversité (CBD) ou encore le protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques.

On retrouve au niveau de ces différents accords des mesures commerciales relatives à l'interdiction du commerce, aux permis et licence d'importation et ou d'exportation, des prescriptions en matière de notification, ou encore des prescriptions en matière d'emballage, d'étiquetage, ou de transport.

L'intérêt des discussions sur le commerce et l'environnement est d'empêcher ou de réduire au minimum les « situations dans lesquelles, un pays est tenu, en vertu d'un instrument, d'adopter une ligne de conduite particulière qui est prohibée en vertu d'un autre instrument ou incompatible avec celui-ci. Il faudrait se prémunir, et c'est certainement la raison pour laquelle la proposition du groupe africain en ce qui concerne l'assistance technique et le renforcement des capacités, a recueilli une large adhésion même si certains membres sont dubitatifs sur le mécanisme et les modalités de la mise en œuvre. Un argument

essentiel a été développé par l'île Maurice qui estime que les pays en développement avaient besoin d'une assistance technique pour faciliter l'acquisition de technologies environnementales et le recensement des possibilités d'exportation pour les biens et services environnementaux.

Mais, quoi qu'il puisse se faire, la dimension développement des négociations sur le commerce et l'environnement, eu égard également au paragraphe 33 de la Déclaration ministérielle de Doha, doit être clairement prise en charge.

Une autre recommandation a aussi été avancée lors des échanges ; c'est la mise en évidence de certains éléments clés des AEM qui garantiraient le soutien mutuel du commerce et de l'environnement.

Pour ce qui est de la coordination nationale, les conclusions de la réunion ne sont pas revenus sur ce qui semblaient faire l'unanimité c'est-à-dire l'obligation pour les Membres d'échanger leurs données d'expérience concernant leurs processus de coordination nationale ainsi que la négociation et la mise en œuvre des OCS énoncées dans les AEM.

La collaboration entre l'OMC et les secrétariats des accords environnementaux multilatéraux

Pour cette question, les membres sont tombés d'accord sur la nécessité de produire un texte et les éléments essentiels du texte ont été discutés. Il s'agit dès lors de passer à la rédaction du texte.

Les éléments essentiels du texte seraient alors : l'échange de renseignements et de documents, la collaboration dans le contexte des activités d'assistance technique et de renforcement des capacités et le statut d'observateur. Sur ce point, l'Union européenne a proposé d'accorder le statut d'observateur à un certain nombre de secrétariats d'AEM qui travaillent déjà avec l'OMC.

La réduction tarifaire visant les biens et services environnementaux

Les Membres n'ont pas jusqu'à présent la même compréhension encore moins les mêmes approches en ce qui concerne les biens et services

environnementaux. Il est noté une divergence dans la définition d'un bien environnemental (à usage final unique ou multiple). Par conséquent, il va y avoir une différence d'approche. On relève ainsi 3 approches : l'approche fondée sur des listes, l'approche fondée sur des projets, et l'approche fondée sur des demandes/des offres. Dès lors, il s'agit de voir d'une part les avantages respectifs et d'autre part d'étudier la façon de recourir à une combinaison d'éléments issus de ces diverses approches.

Les débats ont mis en évidence la nécessité que les Membres s'efforcent de parvenir à une liste de biens plus ciblée et plus courte (quelques 400 produits sont proposés à l'heure actuelle) et engagent des discussions d'ordre plus technique afin de préciser la justification d'un produit du point de vue de l'environnement.

Pour ce qui est du traitement spécial et différencié, on remarque que les positions dégagées depuis 2008 sont confirmées. En effet, dans le rapport du président du groupe de Négociation présenté en mars 2008, on peut lire que « pour ce qui est du traitement spécial et différencié, une suggestion a été faite selon laquelle les droits de douane pourraient être éliminés dès que possible mais au plus tard en X années pour les pays développés et les pays en développement se déclarant en mesure de le faire et, pour les autres pays en développement, les droits de douane devraient être éliminés dans les Y ans qui suivront ».

Lors de cette réunion, les Membres ont échangé sur une mise en œuvre différée pour les pays en développement, et l'application d'un traitement et d'une portée différents pour les pays développés et les pays en développement.

C'est un léger changement qu'il faut relever.

La fin de la guerre de la banane et ses dommages collatéraux

On pourrait penser que la guerre de la banane qui oppose depuis plus de 50 ans l'Europe et certains pays de l'Amérique Latine est entrée dans sa phase terminale. Le parlement européen va enfin donner son quitus pour l'application de l'accord de

Genève du 15 décembre 2009. Les députés européens ont voté sur proposition de la commission parlementaire du commerce international une résolution qui prépare la position qui devra être adoptée en session plénière le 3 février prochain. Ce qui permettra de mettre un terme à ce différend.

Des engagements ont été pris de part et d'autre. L'UE s'engage à mettre « progressivement fin au traitement préférentiel dont bénéficient les exportateurs de bananes des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) ». Il s'agira concrètement pour l'UE de passer de 178 euros/tonne à 114 euros/tonne d'ici 2017.

Les pays plaignants s'engagent à retirer la plainte qu'ils avaient déposée auprès de l'OMC, plus encore, ils (ces pays) ne chercheront pas à avoir plus de réductions tarifaires dans les négociations en cours concernant le cycle de Doha.

Il semble que cet arrangement est le plus à même de mettre les deux parties sur une même longueur d'onde.

Et le droit des tierces parties

Il est prévu pour combler le manque à gagner des pays ACP qui bénéficiaient de ces dérogations de l'UE, une aide jusqu'à 200 millions d'euros qui devra les aider à se mettre à niveau et à faire face à la concurrence. En plus, ils continueront à accéder au marché européen de la banane en franchise de droits. Cette aide pour beaucoup de producteurs africains particulièrement ne saurait venir à bout de ce manque à gagner.

De la même manière, il est prévu un soutien financier des régions ultrapériphériques de l'UE productrices de bananes.

Ce qui justifiait cette dérogation est le Traitement spécial et différencié qu'il est nécessaire d'accorder à ces pays ACP du fait de la faiblesse de leurs économies. Cette dérogation visait ainsi à protéger les petits producteurs qui n'étaient pas compétitifs face aux multinationales. C'est pour maintenir cette protection et craignant que l'accord ne renforce la position de monopole de grandes entreprises au détriment des petits producteurs

que les députés de la gauche européenne et les verts n'ont pas voté cette résolution.

Les producteurs africains ont manifesté leurs inquiétudes. Les 4 gros producteurs de banane en Afrique que sont le Cameroun avec 270 000 tonnes, le Ghana avec 36 000 tonnes et le Ghana avec 280.000 tonnes de banane par an, représentent près des deux tiers des approvisionnements ACP en direction de l'UE. Avec cette mesure, ils risquent de faire face à une concurrence féroce et de perdre certainement des parts de marché alors qu'ils ambitionnent de développer et soutenir une industrie bananière.

Il serait donc temps, comme l'avait annoncé en juillet 2010, lors de la concertation des ministres de l'agriculture de ces 4 grands producteurs africains de banane, Cecile yapo Yapo, de regarder ailleurs pour écouler la production bananière africaine en exploitant le marché de l'Afrique de l'Ouest, celui du Maghreb, du Proche et du Moyen-Orient ; et le marché de l'Afrique australe. Mais pour cela, il faut maîtriser les coûts de production.

SUR LE FIL

APE dans le Pacifique : Le parlement européen dans le même tempo que la commission

Le 19 janvier 2011, le Parlement Européen a voté une résolution qui donne au conseil le feu vert pour signer des Accords de Partenariat Economique avec la Papouasie Nouvelle Guinée et les Îles Fiji.

En procédant ainsi, ceux qui espéraient que le pouvoir de contrôle transféré au Parlement Européen dans le domaine de la politique commerciale par le Traité de Lisbonne mènerait à sa réorientation pro-développementale vont désormais être déçus. Au lieu d'invoquer la situation politique au Fiji, marqué par le coup d'état militaire en 2006, ou le manque de vision pour un APE régional, les débats tournaient

autour de l'impact de l'APE sur l'industrie européenne notamment celle de la pêche.

Il faut rappeler que ces deux pays qui réalisent d'importantes exportations vers l'UE font partie de la région pacifique qui n'a pas fini de trouver un accord régional global. Ces accords qui seront dès lors signés seraient des accords intérimaires comme on en trouve dans presque toutes les régions ACP. C'est donc un coup dur qui est porté au processus d'intégration dans cette région.

Certes, le parlement européen, a relevé des inquiétudes sur l'impact qu'un accord aurait sur l'intégration économique et la solidarité régionale du Pacifique, ainsi que sur les conséquences de cet accord sur les relations commerciales avec les deux plus proches et principaux partenaires commerciaux de ces deux îles que sont l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Il est cependant plus préoccupé par la décision de la Papouasie-Nouvelle-Guinée de déroger aux règles sur l'origine des produits transformés de la pêche, ce qui porterait un coup dur à l'industrie de l'UE de poisson en conserve. D'où la résolution des parlementaires de « suspendre les dispositions exceptionnelles sur les règles d'origine si un rapport d'évaluation de l'UE prévu pour 2011 montre un effet déstabilisateur sur l'industrie européenne ».

Cette mesure prise pour encourager l'industrie de pêche de la Papouasie Nouvelle Guinée vise à renforcer l'industrie de la pêche de l'île ce qui suscite des craintes auprès des pêcheurs européens. L'industrie espagnole de thon avait notamment engagé un plaidoyer auprès de ses représentants au Parlement Européen, qui ont dominé le débat parlementaire au sujet de l'APE avec des propositions d'amendements.

De plus, la majorité parlementaire a effacé la référence à la pression politique appliquée aux gouvernements de ces deux pays du pacifiques pour les pousser vers une signature rapide des accords intérimaires. Une pression est aussi mise sur ces pays pour qu'ils soutiennent un APE régional global qui inclurait des clauses sur la propriété intellectuelle et les marchés publics, les services, l'investissement. Dans son ensemble, l'approche du Parlement Européen ne calme guère

les voix qui remettent en cause la crédibilité européenne dans le processus de négociation. Dans ce sens, une éventuelle révocation des règles d'origines négociées fait revenir le souvenir amère du CARICOM qui a vu l'UE ouvrir son marché de banane juste après sa signature d'un APE complet. Le fait que la rhétorique de soutien au développement continue à être déployée n'enlève pas ces préoccupations.

Synthèse ENDA

Le commerce peut – il permettre au monde de mieux s'alimenter

Une solution à la crise alimentaire qui secoue le monde surtout les PMA et les PED serait la bienvenue.

Les prix des denrées de première nécessité augmentent depuis 2008. Dans certains pays en développement certaines denrées de consommation courante disparaissent par moment du marché. Cela a entraîné des émeutes avec des conséquences allant jusqu'à entraîné des morts d'hommes. Cette situation difficile pourrait, selon Mr Pascal Lamy, Directeur général de l'OMC trouver solution dans le commerce et la conclusion du cycle de Doha.

Tout en soutenant que la hausse des prix des produits agricoles a provoqué des «troubles politiques d'une proportion que nous aurions pu difficilement imaginer», il pense que la solution réside dans le commerce qui fait partie de la réponse, et non pas du problème. Il faudrait alors que les limites au commerce exercées par certains pays soient complètement enlevées. C'est le cas par exemple des restrictions aux exportations de blé imposées par la Russie et l'Ukraine à la suite de la sécheresse dans ces deux pays l'année dernière. De la même manière les changements climatiques ont aussi participé à la hausse des prix.

Lamy a toujours soutenu cette thèse qui consiste à faire plus d'ouverture pour permettre aux populations de se nourrir.

Récemment dans son discours d'ouverture au Sommet des Ministres de l'Agriculture à Berlin le

22 janvier 2011, le Directeur général Pascal Lamy a dit que le commerce pourrait contribuer davantage à lutter contre la hausse des prix des produits alimentaires et à pallier l'insécurité alimentaire.

Cette thèse de Lamy est fortement contestée par les organisations paysannes au nord comme au sud. Par exemple la ROPPA qui est un réseau de producteurs basé au Burkina en Afrique de l'Ouest a toujours estimé que plus de libéralisation créerait des difficultés énormes aux paysans des PMA et impacterait négativement sur la souveraineté alimentaire.

D'autres observateurs et experts ont soutenu que la libéralisation des marchés agricoles ne pourrait constituer une solution à la crise alimentaire, mais plutôt une autre entrave. C'est le cas de l'IATP (Institute for Agriculture and Trade Policy), un think tank américain basé à Minneapolis, qui avait en mai 2010 un article intitulé « 7 raisons pour lesquelles Doha ne peut pas résoudre la crise alimentaire » dans lequel, les auteurs défendaient que la stratégie de libéralisation des marchés agricoles préconisée par l'OMC ne constitue pas une solution face à la crise alimentaire. Pire, elle est une partie de ce problème auquel sont confrontés les Etats pour assurer leur sécurité alimentaire. Par ailleurs, ce constat en appelle un autre : la multiplication des différends sur le dossier agricole à l'OMC montre que la seule véritable convergence que l'on observe actuellement réside dans un scepticisme généralisé de la plupart des grands Etats à l'égard de la stratégie de libéralisation des échanges agricoles mondiaux préconisée par l'OMC.

Sources : OMC, MOMAGRI, synthèse ENDA.

NOUVELLES REGIONALES

APE/ CEDEAO : Le Ghana annonce son intention de signer un APE en 2011

Le Ghana pourrait rejoindre la Cote d'Ivoire en signant avec l'UE un accord de partenariat économique intérimaire. Le Ghana qui avait paraphé depuis 2007 un accord intérimaire l'avait jusque mis en veilleuse. Il pourrait passer à

l'étape suivante qui est la signature effective de l'Accord.

Le blocage dans les discussions entre la CEDEAO et l'UE pour arriver à un accord global (marchandises et services) et régional constitue certainement la raison de cette décision ghanéenne. En effet, les deux parties ci devant citées n'ont pas jusqu'à présent résorbé le gap qui existe entre leurs différentes positions. Selon les autorités ghanéennes, le retard accusé dans la finalisation d'un accord régional cause un manque à gagner important pour le pays. Ce préjudice a poussé les autorités à envisager la signature effective de l'accord et à se désolidariser de la CEDEAO pour veiller d'abord sur intérêts du Ghana. Le Ministre du commerce et de l'industrie Hanna Tetteh a laissé entendre que : « Chaque année invariablement, 40% au moins de nos exportations partent vers l'Union européenne et, par conséquent, l'UE est un partenaire commercial majeur pour nous. Nonobstant le fait que nous sommes incapables de progresser en tant qu'entité régionale, nous devons en tout cas protéger notre accès aux marchés ». Au soutien de son argument, elle a évoqué la configuration de la région en estimant que : « le Ghana, le Nigeria et la Côte d'Ivoire sont des pays en développement et non des PMA (pays moins avancés). Par conséquent, nous n'avons pas droit au même type de traitement que les PMA au sein de la CEDEAO, qui peuvent bénéficier de l'initiative 'tout sauf les armes'. C'est pourquoi nous devons nécessairement envisager les choses différemment. « La Côte d'Ivoire a signé son APE provisoire. Le Nigeria a décidé de ne pas signer l'APE et est passé au SPG+. Nous ne serions pas compétitifs si nous passions au cadre SPG+ et, par conséquent, nous faisons en sorte de finaliser cette année les dispositions concernant notre APEP étant donné l'absence de progrès réalisés au niveau de la CEDEAO ».

Un accord qui satisfait les ambitions européennes

Comme dans l'essentiel des accords de partenariat économique intérimaires, celui entre l'UE et le Ghana envisage une ouverture de la part de ce dernier de son marché à hauteur de 80 % sur une durée de 15 ans. L'UE accordera au Ghana un

accès libre de droits et de quotas à toutes les importations vers l'UE, des périodes transitoires étant prévues pour le riz et le sucre.

Quid de l'intégration

On devait naturellement s'attendre à la signature de l'Accord intérimaire par le Ghana. L'UE chercherait certainement à mettre d'avantage la pression sur la région en passant par ces pays que sont la Côte d'Ivoire pour la mise en œuvre de son accord et le Ghana pour la signature de l'accord paraphé. Les blocages dans les négociations au niveau de la CEDEAO est donc un bon prétexte.

Les inquiétudes quant au maintien du bloc régional s'amplifient. On se demande quel serait le sort de l'intégration si la Côte d'Ivoire venait à mettre en œuvre son accord. Voilà que la région devra faire face au cas Ghana. C'est une pression supplémentaire.

Source: bilaterals.org

Les hauts et les bas de la reprise de l'économie africaine

L'Afrique a fortement été touchée par la crise qui a secoué le monde depuis 2008. Cette crise qui s'est manifestée de diverses manières a entraîné une flambée des prix des denrées de première nécessité et a occasionné des manifestations des populations communément appelées « émeutes de la faim ».

Aujourd'hui, certains pays et parties de l'Afrique commencent à voir le bout du tunnel, tandis que d'autres sont encore dans des difficultés.

La reprise s'opère en dents de scie. Selon le FMI, « la plupart des pays d'Afrique subsaharienne se sont remis rapidement de la crise financière mondiale et la croissance économique de la région devrait atteindre 5,5 % en 2011. »

Un autre son de cloche venant de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) fait état de tensions encore vives. L'économiste en chef de cette agence Adam Elhiraika a récemment déclaré que les perspectives économiques mondiales

restaient incertaines et soumises à des risques importants.

« Il y a des risques de rechute et des incertitudes qui comprennent le niveau élevé du chômage et l'affaiblissement des programmes de stimulation économique. Nous avons observé en Tunisie et au Nigeria des drames causés par le chômage élevé et en particulier celui de la jeunesse, ainsi que par les prix de l'alimentation élevés ; or ces drames pourraient se propager à de nombreux pays pour des raisons similaires ».

Des efforts sont certes faits pour solutionner les nombreux dégâts causés par la crise mais la situation reste toujours fragile. Un récent rapport de l'ONU annonce une croissance de 3,1 % en 2011 et de 3,5 % en 2012. Mais il faut noter que ce niveau de croissance est loin d'être suffisant pour permettre la reconstitution des emplois détruits à la suite de la crise.

Le FMI dans son rapport sur les perspectives économiques a fait remarqué que « dans la plupart des pays exportateurs de pétrole et des pays à faible revenu, la croissance de la production a aujourd'hui presque retrouvé son niveau d'avant la crise. En revanche, la reprise est plus tempérée en Afrique du Sud et dans les pays voisins, qui ont davantage souffert de l'effondrement du commerce international et dont les niveaux de chômage élevés se révèlent difficiles à réduire ».

Il est donc clair qu'on assiste à une reprise à deux vitesses. Dans les pays avancés, l'activité a moins ralenti que prévu, mais la croissance demeure timide, le chômage est encore élevé et le regain de tensions dans la périphérie de la zone euro contribue à renforcer les risques baissiers.

Source: FMI, Source Xinhuanet, Note enda

ÉVÉNEMENTS ET PUBLICATIONS

Événements

OMC

4 février, OMC, Genève, Groupe de négociation sur les règles – Accords commerciaux régionaux

14 au 18 février, OMC, Genève, Groupe de négociation sur la facilitation des échanges

Hors OMC

2–4 février 2011, Réunion d'experts pluriannuelle sur l'investissement au service du développement, troisième session. Palais des Nations Genève, www.unctad.org

7 février, Genève, CNUCED, Consultations of the President of the Trade and Development Board Date:

Publications

Ben Akoh, and all. Preparing the grounds for the West Africa Internet Governance Forum, IISD, 2011. Paper, 52 pages, copyright: IISD. The Internet, mobile communications, and related technologies are significant for global sustainability because they put the power to change the world in the hands of communities, small organizations, voluntary groups, and individuals, not just in the hands of governments, large organizations, and institutions

» **Mark Halle, Robert Wolfe**, A New Approach to Transparency and Accountability at the WTO, ENTWINED, 2010. Paper, 8 pages, copyright: IISD/ENTWINED. IISD's Mark Halle and Robert Wolfe examine an approach to measuring the accountability of the WTO to its outcomes, process, and members.

UE, Trade, Growth and World Affairs: trade policy as a core component of the EU's 2020 strategy (Commerce, croissance et affaires internationales: la politique commerciale en tant qu'élément essentiel de la stratégie de l'UE pour 2020), communication de la DG de la Commission européenne au commerce, 9 novembre 2010, http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2010/november/tradoc_146955.pdf